



Au premier plan, de G. à D. : Honoré Aggrey, Charles Konan Banny, premier ministre de Côte d'Ivoire, Jacques Isnard et Francis Guépin — On the front row, from L. to R.: Honoré Aggrey, Charles Konan Banny, Prime Minister of Ivory Coast, Jacques Isnard and Francis Guépin



Cérémonie officielle d'ouverture du colloque — During the official opening ceremony of the seminar

## Naissance à Abidjan du statut uniformisé de la profession d'huissier de justice en Afrique

C'est à l'occasion du colloque international qui s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire) les 1er et 2 mars 2007, sous le haut patronage de Laurent Gbagbo, président de la République, avec pour thème : « L'huissier de justice et l'Etat de droit », que le projet de statut uniformisé de la profession d'huissier de justice en Afrique a été finalisé, faisant de cette manifestation un événement historique.

### Un moment historique pour les huissiers de justice d'Afrique

Le colloque international s'est tenu à Abidjan en présence du président Jacques Isnard et des membres de l'UIHJ, des experts de l'Unité de formation des huissiers de justice africains, des présidents de 10 pays de la zone, membres de l'UIHJ, des membres de la Chambre nationale des huissiers de justice de Côte d'Ivoire et d'environ 80 huissiers de justice ivoiriens.

Le président Crépin Oulai, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Côte d'Ivoire a accueilli les participants et a donné la feuille de route des ateliers, en insistant sur le rôle de l'huissier de justice, facteur du maintien de l'Etat de droit.

Jacques Isnard, président de l'UIHJ, insistait à son tour sur la volonté de construire une profession moderne d'huissier de justice pour l'Afrique, et a salué la signature par les dix présidents présents des pays de l'Ohada pour l'Afrique de l'Ouest du projet de statut uniformisé de la profession, « moment historique pour les huissiers de justice d'Afrique » ajoutait-il.

Il appartenait à M. Tia Koné, président de la Cour Suprême de Côte d'Ivoire, d'ouvrir les travaux. M. Koné a émis le souhait de « joindre nos expériences pour parvenir à un meilleur résultat ». « La Côte d'Ivoire reste debout » a-t-il rajouté. « L'Etat de droit est une quête permanente, un combat quotidien, que ne peuvent seuls mener les magistrats. Comme les maillons d'une chaîne, les différents membres de l'institution judiciaire doivent rester unis afin de combattre l'arbitraire. Je souhaite que les travaux de votre colloque aboutissent à des propositions concrètes » concluait-il.

### Huissiers de justice africains et protection sociale

En marge des travaux, Francis Guépin (France), membre du bureau de l'UIHJ, dans le cadre de la réflexion menée sur un statut social de l'huissier de justice en Afrique, présentait, en préalable, les divers volets de la protection sociale : la couverture du risque santé, du risque d'accidents de la vie ou du régime de retraite qui pourrait être mis en place en Afrique.

Le premier atelier animé par Claudine Mogni (Bénin), Tano François Wouedje (Côte d'Ivoire) et Francis Guépin (vice président délégué de l'UIHJ) avait pour thème : « Les mécanismes de recouvrement résultant de l'Ohada : quelle efficacité ? ». Il fut d'occasion de dresser l'état des lieux de pratiquement dix années d'application de l'acte uniforme sur le recouvrement.

Le deuxième atelier conduit par Odette Remanda (Gabon) et Rose-Marie Bruno (expert de l'Ecole nationale de procédure de France) fut consacré dans un premier temps à l'étude de la saisie attribution et des problèmes posés notamment quant au manque de collaboration du tiers saisi. Dans un second temps, il concerna la problématique et la spécificité de la saisie des parts sociales. Cet atelier avait pour thème : « La saisie-attribution de créances et la saisie des droits d'associés ».

Le troisième atelier animé par Severin Somda (Burkina Faso) et Anne Kérisit avait pour thème : « La pratique de la saisie-vente au regard de l'Ohada : quel bilan ? »

Le vendredi 2 mars, après un rappel de la synthèse des travaux de la veille par Kouassi Kouadio (conseiller technique au Ministère de la Justice de la République de Côte d'Ivoire), s'ouvrait le quatrième atelier avec pour thème : « Les difficultés dans l'exécution des titres exécutoires ». Il fut conduit par Alphonse Kibakala (Congo), Filifing Dembélé (Mali) et Anne Kérisit.

### Le rôle de l'huissier de justice dans l'Etat de droit

Ces deux journées de travail furent l'occasion d'échanges animés entre les participants des diverses délégations dont la présence en nombre fut saluée par le président Crépin Oulai.

Avant de laisser le mot de la fin au président de la Cour suprême de Côte d'Ivoire, Jacques Isnard rappela trois axes qui démontrent à l'évidence le rôle de l'huissier de justice dans l'Etat de droit :

- L'huissier de justice est un gage de sécurité juridique ;
- L'huissier de justice préserve l'effectivité de la décision de justice ;



- L'huissier de justice fait échec à la corruption.

Il revenait au président Koné de clore les travaux, dans l'espoir que son vœu se réalise : « *L'Etat de droit et les pouvoirs publics doivent se soumettre au respect du droit en se soumettant au contrôle juridictionnel* ».

**Une série de grandes rencontres pour l'UIHJ**

La délégation de l'UIHJ, composée du président Jacques Isnard, de Francis Guépin, membre du bureau et vice président délégué, d'Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique centrale et occidentale accompagnée de Jules Cissé Yao, vice président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Côte d'Ivoire, a également été reçue par Charles Konan Banny, premier ministre de Côte d'Ivoire.

Cette audience a été accordée dans le cadre du colloque international. Le thème des deux journées, « l'huissier de justice et l'Etat de droit », adhérait étroitement à la situation conflictuelle que connaît la Côte d'Ivoire et que d'aucuns souhaitent voir sortir.

En dépit de la lourdeur d'un emploi du temps lié aux contraintes d'une actualité politique décisive pour l'avenir du pays, — nous étions ce jour 3 mars, au cœur des conclusions d'un accord de médiation mené par le président de la République du Burkina Faso, Blaise Compaoré — le premier ministre a tenu à manifester son attachement à l'action de l'UIHJ.

A cet égard, M. Charles Konan Banny a insisté — en corrélation avec le thème du colloque — sur le rôle éminent qui incombe aux juristes, et par voie de conséquence aux huissiers de justice, « *un corps de professionnels indispensables* » pour le maintien de l'Etat de droit, ce que ne pouvait démentir Mme Jacqueline Lohoues Oblé, conseiller principal, ancien garde des sceaux, professeur à la faculté de droit d'Abidjan et de surcroît actrice parmi les plus impliquées dans la mise en œuvre du traité de l'Ohada.

L'Ohada devait d'ailleurs être largement abordée dans les discussions en insistant sur l'image positive que renvoyait cet instrument, symbole de la capacité des africains à faire prospérer les acquis en suscitant de surcroît convoitises et admiration. La délégation de l'UIHJ et de la Chambre nationale des huissiers de justice de Côte d'Ivoire ne devait pas manquer à cette occasion de mettre l'accent sur les conclusions de la conférence des présidents des chambres nationales d'huissiers de justice qui venaient d'adopter — à l'unanimité — le texte d'un projet d'acte uniforme portant statut unique des huissiers de justice ce qui valut les compliments appuyés du chef de gouvernement ivoirien.

**La politique, c'est le pouvoir et le pouvoir, c'est le résultat**

Enfin, sur la situation de la Côte d'Ivoire et sur les événements politiques du moment, le premier ministre eut cette réflexion : « *La politique, c'est le pouvoir et le pouvoir, c'est le résultat* ». L'approbation fut unanime sur le fait que les très prochains résultats des pourparlers en cours, espérés comme positifs, conduiraient la Côte d'Ivoire à reprendre ses avancés vers le progrès et le développement « *seulement retardés en raison des circonstances* » devait ponctuer M. Konan Banny avant de saluer l'initiative de l'UIHJ et de dire combien sa présence en ces instants était appréciée comme gage de confiance dans l'avenir du pays, puisque l'UIHJ était l'une des premières organisations internationales à s'afficher à Abidjan dans le cadre d'une grande rencontre internationale.

Ce fut ensuite le tour de M. Mamadou Koné, ministre de la justice, Garde des sceaux, d'échanger avec le président de l'UIHJ quelques propos sur le colloque international en insistant sur l'intérêt du thème qui avait été retenu. M. Koné



Filifing Dembélé, Hortense de Sousa, Polycarpe Dimene Yomda

devait, par ailleurs, s'entretenir avec la délégation ivoirienne sur les problèmes d'actualités de la profession dans le pays.

**L'Etat de droit : c'est l'obligation pour le pouvoir de se soumettre au contrôle juridictionnel**

Vint ensuite le moment pour M. Tia Koné, président de la Cour suprême de Côte d'Ivoire de recevoir les délégations de l'UIHJ et de la Chambre nationale des huissiers de justice de Côte d'Ivoire.

L'entretien particulièrement cordial et chaleureux devait s'articuler autour des questions qu'avait suscité le sujet du colloque c'est-à-dire sur l'Etat de droit. Selon M. Tia Koné, l'Etat de droit c'est « *l'obligation pour les pouvoirs publics de se soumettre effectivement au respect du droit et cela en se pliant au contrôle juridictionnel* ».

Ce qui fit répliquer le président Oulai : « *les huissiers de justice sont des légalistes* ».

Autour de Tia Koné et de Jacques Isnard la discussion devait se poursuivre animée par Me Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique et Me Francis Guépin, vice président délégué de l'UIHJ. Les échanges devaient porter sur les activités de l'huissier de justice, son rôle en Afrique, et sur les progrès considérables accomplis par la profession en l'espace de quelques années. Enfin, la situation de nos confrères ivoiriens devait être abordée, notamment avec les questions tarifaires et celles sur la rémunération restée inchangée depuis 1975 qui devrait, semble-t-il, rapidement évoluer en faveur d'une revalorisation substantielle. Dans ses propos, le président Isnard devait insister sur la contribution de l'huissier de justice dans l'Etat de droit en rappelant les principaux apports de notre profession dans cette matière délicate, à savoir : gage de sécurité juridique, rouage essentiel de tout système judiciaire (en ce qu'il assure l'effectivité de l'exécution des décisions de justice), élément de lutte contre la corruption et hermétisme aux pressions politiques...

En conclusion, le président de l'UIHJ devait encore rappeler (conjointement avec le président Oulai) la reconnaissance conféré à l'huissier de justice en tant « *qu'élément essentiel à l'Etat de droit* ».

Les larges extraits consacrés notamment par les chaînes télévision à ces différents entretiens devaient contribuer à développer l'image médiatique des huissiers de justice de Côte d'Ivoire.

Séverin Somda, Anne Kérisit





## Creation in Abidjan of the Standardized Statute of the Profession of Judicial Officer in Africa

It is at the time of the international conference which was held in Abidjan (Ivory Coast) on 1st and 2nd March 2007, under the high patronage of Laurent Gbagbo, President of the Republic, with the topic: "The judicial officer and the State of Law", that the project of the standardized statute of the profession of judicial officer in Africa was finalized, turning this seminar into a historical event.



*Charles Konan Banny, premier ministre de Côte d'Ivoire, avec Jacques Isnard et Francis Guépin  
— Charles Konan Banny, Prime Minister of Ivory Coast, Jacques Isnard and Francis Guépin*

### A Historical Moment for the Judicial Officers of Africa

The international conference was held in Abidjan in the presence of president Jacques Isnard and of the members of the UIHJ, the experts of the Training Unit of the African judicial officers (Ufohja), of the presidents of ten countries of the zone, members of the UIHJ, the members of the national Chamber of the judicial officers of Ivory Coast and approximately 80 judicial officers of the Ivory Coast.

President Crépin Oulai, president of the National Chamber of the judicial officers of Ivory Coast accommodated the participants and gave the roadmap of the workshops, while insisting on the role of the judicial officer, factor of the maintenance of the State of Law.

In turn, Jacques Isnard, president of the UIHJ, insisted in on the will to build a modern profession of judicial officer for Africa, and greeted the signature of the project of a standardized statute of the profession by the ten present presidents of the Ohada countries for West Africa, "a historical moment for the judicial officers of Africa" he added.

It belonged to Mr. Tia Koné, President of the Supreme Court of Ivory Coast, to open the seminar. Mr. Koné emitted the wish "to share our experiments to arrive to a better result". "The Ivory Coast stands solid" he added. "The State of Law is a permanent search, a daily fight that the judges cannot carry out alone. Like the links of a chain, the various members of the legal institution must remain united in order to fight everything arbitrary. I wish that the works of your conference will lead to specific proposals" he concluded.

### African Judicial Officers and Social Protection

On the fringe of the seminar and within the framework of the reflection carried out on the social status of the judicial officer in Africa, Francis Guépin (France), member of the board of the UIHJ, presented, as an introduction, the various aspects of social protection: the covering of the health or accident related risks, or the pension plans which could be set up in Africa.

The first workshop animated by Claudine Mougni (Benign), Tano François Wouedje (Ivory Coast) and Francis Guépin (vice deputy president of the UIHJ) had as a subject: "Mechanisms of enforcement resulting from the Ohada: which



*Autour du Ter ministre, Francis Guépin, Jacques Isnard, Honoré Aggrey, Jacqueline Lohoues-Oblé, conseiller principal, ancien garde des Sceaux, Jules Cissé Yao, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Côte d'Ivoire — Around the Prime Minister, Francis Guépin, Jacques Isnard, Honoré Aggrey, Jacqueline Lohoues-Oblé, main advisor, former Minister for Justice, Jules Cissé Yao, Vice-President of the National Chamber of the Judicial Officers of Ivory Coast*

*effectiveness?"* It was the occasion to draw up a summary of practically ten years of application of the uniform act on enforcement.

The second workshop led by Odette Remanda (Gabon) and Rose-Marie Bruno (expert of the French National School of Procedure) was initially devoted to the study of the seizure of bank accounts and the problems arising in particular as for the lack of collaboration of the seized third party. In the second time, it related to the problems and the specificity of the seizure of the social shares. This workshop had as a subject: "The attachment of credits and the seizure of intangible assets". The third workshop animated by Severin Somda (Burkina Faso) and Anne Kérisit had as a subject: "Practice of distress as regards Ohada: which assessment?"

On Friday 2nd March, after a summary of the works of the previous day by Kouassi Kouadio (technical adviser at the Ministry of Justice of the Republic of Ivory Coast), opened the fourth workshop with the topic: "Difficulties in the enforcement of the executory titles". It was led by Alphonse Kibakala (Congo), Filifing Dembélé (Mali) and Anne Kérisit.

### The Role of the Judicial Officer in the State of Law

These two working days were the occasion of exchanges between the participants of the various delegations whose presence large number was greeted by President Crépin Oulai.

Before leaving the final word to the president of the Supreme Court of Ivory Coast, Jacques Isnard recalled three axis which obviously show the role of the judicial officer in the State of Law:

- The judicial officer is a legal pledge of safety;
- The judicial officer preserves the effectiveness of the court decision;
- The judicial officer prevents corruption.

President Koné closed the works of the conference, in the hope that his wish





would become reality: *"the State of law and the authorities must submit to the respect of the law while being subjected to a jurisdictional control"*.

### A Series of Great Meetings for the UIHJ

The delegation of the UIHJ, consisting in President Jacques Isnard, Francis Guépin, member of the board and delegated Vice-President, Honoré Aggrey, permanent secretary of the UIHJ for central and Western Africa, accompanied by Jules Cissé Yao, Vice-President of the National Chamber of the judicial officers of Ivory Coast, was received by Charles Konan Banny, Prime Minister of Ivory Coast. This audience was granted within the framework of the international conference. The two days topic, *"the judicial officer and the State of law"*, narrowly echoed the conflicting situation in which lies the Ivory Coast and that everyone wish to see the end.

In spite of the heaviness of a timetable related to the constraints of a decisive political news for the future of the country, on 3rd March, in the middle of the conclusions of a mediation agreement carried out by Blaise Compaoré, President of the Republic of Burkina Faso, — the Prime Minister made a point of expressing his attachment to the action of the UIHJ.

In this respect, Mr. Charles Konan Banny insisted — in correlation with the topic of the conference — on the eminent role which falls to the lawyers, and consequently to the judicial officers, *"a body of essential professionals"* for the maintenance of the State of law, which Mrs. Jacqueline Lohoues Oblé, principal adviser, former Minister for Justice, professor at the Faculty of Law of Abidjan and in addition one of the most implied actress in the implementation of the Ohada, could not contradict. The Ohada was to be largely approached besides in the discussions while insisting on the positive image that instrument gives, symbol of the capacity of Africans to build on the assets and causing in addition covetousness and admiration.

The delegation of the UIHJ and the National Chamber of the judicial officers of Ivory Coast did not to miss on this occasion to put the accent on the conclusions of the conference of the presidents of the National chambers of judicial officers who had just adopted — unanimously — the text of a project of an uniform act relating the harmonized statute of the judicial officers. This gave the occasion of the Head of the Government of Ivory Coast to address his warmest congratulations.

### Politics is the Capacity and Capacity is the Result

Lastly, on the situation of the Ivory Coast and the current political events, the Prime Minister had this thought: *"Politics is the capacity and capacity is the result"*. Approval was unanimous on the fact that the very next results of the talks in progress, considered to be positive, would lead the Ivory Coast to take further steps towards progress and development *"only delayed because of circumstances"* was to punctuate Mr. Konan Banny before greeting the initiative of the UIHJ and expressing how much its presence in these moments was appreciated like a token of the future of the country, since the UIHJ was one of the first international organizations to meet in Abidjan within the framework of a great international meeting.

It was then the turn of Mr. Mamadou Koné, Minister for justice, to exchange with the president of the UIHJ some remarks on the international conference while insisting on the interest of the topic which had been retained. Mr. Koné was, in addition, to discuss with the delegation of the Ivory Coast on the current problems the profession in the country.



Odette Remanda, Rose-Marie Bruno, Claudine Mougni



Jacques Isnard et les délégations de Côte d'Ivoire, Togo, Tchad, Bénin, Sénégal, Gabon, Mali, Cameroun, Burkina Faso, Congo — Jacques Isnard with the delegations of Ivory Coast, Togo, Chad, Benin, Senegal, Gabon, Mali, Cameroon, Burkina Faso, Congo

### The State of Law: the Obligation for the Authorities to Submit to Jurisdictional Control

Then Mr. Tia Koné, president of the Supreme Court of Ivory Coast, greeted the delegations of the UIHJ and the representative of the National Chamber of the judicial officers of Ivory Coast.

The meeting was particularly hearty and warm. It was to be articulated around the questions which the subject of the conference had caused i.e. on the State of Law. According to Mr. Tia Koné, the State of Law is *"the obligation for the authorities to admit the respect of the Law, therefore to submit to a jurisdictional control"*.

To this, President Oulai added: *"the judicial officers are legalists"*.

Lead by Tia Koné and Jacques Isnard, the discussion was to continue with Honoré Aggrey, permanent secretary of the UIHJ for Africa and Francis Guépin, vice-deputy President of the UIHJ. The exchanges were to relate to the activities of the judicial officer, his role in Africa, and on the considerable progress achieved by the profession in the space of a few years. Lastly, the situation of our colleagues of the Ivory Coast was to be approached, in particular with the questions of tariff and with the remuneration which is unchanged since 1975. This, it seems, would quickly to evolve in favor of a substantial revalorization. In his remarks, President Isnard was to insist on the contribution of the judicial officer in the State of Law by recalling the principal contributions of our profession in this delicate matter: guarantor of legal safety, essential workings of any legal system (in what it ensures the effectiveness of the enforcement of court decisions), element of fight against corruption and impervious to political pressures. . .

In conclusion, the president of the UIHJ was to point out (jointly with President Oulai) the recognition conferred on the judicial officer *"as an element essential in the State of Law"*.

The broad extracts devoted in particular by the television channels to these various talks were to contribute to develop the media image of the judicial officers of Ivory Coast.